



Le parlement allemand adopte une loi draconienne sur la déportation

Par [Peter Shwarz](#)

Mondialisation.ca, 13 juin 2019

[wsws.org](#) 12 juin 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Le 7 juin, le gouvernement allemand de grande coalition (CDU/CSU et SPD) a adopté une soi-disant « Loi du retour ordonné », présentée au Parlement par le ministre de l'intérieur Horst Seehofer (CSU). Les Verts et le Parti de gauche ont voté contre la loi, arguant qu'il n'y avait pas eu assez de temps pour un véritable débat parlementaire. La majorité des députés de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), d'extrême droite, et du Parti libéral-démocrate (FDP) se sont abstenus.

La loi foule aux pieds les droits démocratiques fondamentaux, comme l'a souligné le WWSW dans son [analyse](#) du projet de loi initial. Les immigrants peuvent être expulsés pour des infractions mineures et être punis s'ils n'aident pas volontairement à clarifier leur identité, c'est à dire ne contribuent pas à leur propre expulsion. Les demandeurs d'asile tenus de quitter le pays peuvent plus facilement être envoyés en «détention sécuritaire» et placés dans des prisons ordinaires, bien que n'ayant commis aucune infraction.

Au cours des discussions sur le projet de loi, une autre restriction a été ajoutée: à l'avenir, les agents de police pourront perquisitionner le domicile d'un réfugié dont la demande d'asile a été refusée «dans le but d'arrêter l'étranger en vue de le déporter».

La nouvelle loi visant les réfugiés et les migrants fait partie intégrante d'une attaque systématique contre les droits démocratiques de toute la classe ouvrière. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que soit adopté de nouveaux projets visant à renforcer les pouvoirs de la police et des services de renseignement.

La classe dirigeante réagit à la désaffection et à l'opposition grandissante en construisant un État policier. La propagande incessante dirigée contre les réfugiés et les attaques contre les immigrants sont utilisées pour orienter la politique officielle plus à droite. C'est un phénomène international. Donald Trump aux États-Unis, Matteo Salvini en Italie et Sebastian Kurz en Autriche utilisent les mêmes méthodes.

Ce n'est pas un hasard si la «Loi du retour ordonné» a été adoptée peu de temps après les élections européennes, où tous les partis gouvernementaux ont été sévèrement battus. Avec un peu moins de 45 pour cent des suffrages, ils ont perdu leur majorité. Le SPD a réalisé son plus mauvais score national à ce jour avec 15,8 pour cent des voix et se trouve dans une crise profonde.

Le SPD a réagi avec un nouveau bond à droite. Le jour même où le Bundestag adoptait sa nouvelle loi sur la déportation, l'ancien dirigeant du SPD, Sigmar Gabriel, recommandait à

son parti d'adopter pleinement la politique sur les réfugiés de l'AfD.

Dans le journal économique *Handelsblatt*, Gabriel fait l'éloge des sociaux-démocrates danois en tant que modèle à émuler. Ceux-ci avaient montré « que les socialistes pouvaient remporter des élections s'ils défendaient une politique claire », écrit-il. « La candidate tête de liste Mette Frederiksen n'avait pas peur de se rapprocher des populistes de droite danois dans son changement radical de politique d'immigration et de migrants ». Par là, elle avait reconquis les électeurs qui se sentaient dépassés par la politique d'immigration du pays.

Gabriel a accusé le SPD de protester « contre les initiatives relativement inoffensives du gouvernement allemand en faveur d'une expulsion plus rapide », alors que « les sociaux-démocrates danois s'étaient mis d'accord sur une politique de l'immigration et de l'asile - et c'est le moins qu'on puisse dire - 'solide' ».

Il s'agissait de « récupérer le contrôle: le contrôle de son propre territoire ainsi que le contrôle d'un capitalisme financier dérangé », a conclu Gabriel. « Maîtriser la situation sociale, la création de règles et le renforcement de l'État, c'est le véritable thème derrière la victoire électorale des sociaux-démocrates danois. »

Le vice-président du Bundestag, Thomas Oppermann (également SPD), a présenté le même argument. Dans *Der Tagesspiegel*, Oppermann a exigé une politique sur les réfugiés et l'immigration «liée à des règles strictes qui soient ensuite appliquées». «Nous établissons des règles claires et insistons pour qu'elles soient appliquées. Avec une grande sévérité, le cas échéant », a-t-il déclaré.

Que les sociaux-démocrates danois aient adopté le programme xénophobe du Parti populaire d'extrême droite lors [des](#) élections législatives du 5 juin est vrai. Qu'ils aient gagné des voix est faux. À un peu moins de 26 pour cent, leur total était à peu près le même que lors des quatre élections précédentes.

Les bénéficiaires de l'effondrement du Parti populaire, qui a chuté de 21 à 8,7 pour cent, sont, outre un certain nombre de partis d'extrême droite plus petits, les Verts et les libéraux de gauche, qui ont critiqué la politique d'immigration droitrière du gouvernement de droite. Maintenant, les deux partis sont des candidats probables à une nouvelle coalition dirigée par les sociaux-démocrates.

Mais Gabriel est tout à fait disposé à mentir comme un arracheur de dents lorsqu'il s'agit de justifier une politique dirigée contre les réfugiés, les immigrants et la classe ouvrière dans son ensemble. L'État fort et les règles strictes que lui-même, Oppermann et d'autres sociaux-démocrates réclament, visent avant tout les travailleurs et les jeunes qui ne sont plus prêts à accepter les coupes sociales, les licenciements, le militarisme, le renforcement des forces de l'État et la destruction de l'environnement. Dans des conditions où le SPD n'est plus en mesure d'obtenir des majorités lors des élections, il s'appuie de plus en plus sur un État autoritaire.

Il bénéficie là du soutien de médias qui, par le passé, étaient prêts à défendre un peu les droits démocratiques. Un commentaire dans la *Süddeutsche Zeitung* après l'adoption de la nouvelle loi sur l'asile est ici typique.

Stefan Braun y fait l'éloge de la loi comme «événement historique» offrant «le potentiel de pacifier de façon permanente des conflits dangereux». Ce journaliste de *SZ* basé à Berlin

note avec satisfaction qu'outre le «durcissement des expulsions», le Bundestag avait approuvé une autre loi «visant à faciliter l'immigration. » Alors que réfugiés et demandeurs d'asile étaient repoussés, la réglementation relative à l'entrée de travailleurs qualifiés dont l'industrie allemande a un besoin urgent sera simplifiée.

Bien sûr, admet Braun, il y a «des critiques qui mettent en garde contre une trahison de la loi sur l'asile lorsqu'il s'agit de réfugiés». Mais les sanctions contre les réfugiés qui dissimulent leur identité n'étaient «pas seulement problématiques, mais aussi malheureusement le produit des expériences de nombreux policiers et autorités de l'intérieur». La possibilité de perquisitionner un appartement dans les cas extrêmes, tout en représentant «une extension majeure des pouvoirs» était «aussi une réaction au fait qu'il existe des cas à Berlin et ailleurs où les autorités ont été dupées». Ceux qui « ne veulent pas que la confiance dans l'autorité de l'État soit sapée » sont confrontés à un dilemme qui peut être résolu par les nouvelles lois, affirme Braun.

C'est là le type même du social-démocrate et petit-bourgeois allemand. Le démantèlement des droits démocratiques fondamentaux et le renforcement de la police sont «problématiques», mais lorsque la police et les autorités de l'État le disent, alors «l'autorité de l'État» est prioritaire. Ce n'est rien de plus que la justification d'un État policier.

Peter Shwarz

Article paru en anglais, WSWS, le 12 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Peter Shwarz, wsws.org, 2019

Articles Par : **[Peter Shwarz](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca